

# Postes, lycées, salaires, retraites En grève le 12 novembre !

## 2 650 postes en moins, c'est non !

L'Éducation nationale ne sera pas épargnée par la purge annoncée dans la Fonction publique (- 50 000 postes sur le quinquennat) : le ministre Jean-Michel Blanquer a annoncé **la suppression de 2 650 postes dans les collèges et lycées à la rentrée 2019**. Elles vont entraîner une augmentation des effectifs dans les classes alors même qu'elles sont déjà pleines à craquer. Inacceptable pour le SNES-FSU !

Les éléments de langage employés par le gouvernement ne doivent tromper personne : **plus d'élèves sont bien attendus dans le Second degré à la prochaine rentrée : +32 000 en septembre 2019**, encore davantage ensuite avec l'arrivée des générations du baby-boom des années 2006-2010. Le nombre d'élèves par classe est déterminant pour la réussite de nos élèves et l'amélioration de nos conditions de travail : **soyons nombreux à dire non aux suppressions de postes le lundi 12 novembre !**



## Lycée : une réforme à combattre !

**Le lycée Blanquer est une réforme idéologique et budgétaire.** Il permet d'organiser la baisse de l'offre de formation tout en étant un redoutable outil de suppressions de postes (en moyenne, près de 8 % des DGH). **Cette réforme organise aussi la mise en concurrence des lycées et des personnels** notamment pour la répartition de la marge entre options, groupes voire spécialités.

Dans l'académie, les options pourraient dès la prochaine rentrée payer un lourd tribut en terme d'heures et de postes. Une mutualisation entre plusieurs établissements proches voire le recours au CNED sont même envisagés par le ministre, comme c'est déjà le cas, dans notre académie, pour l'enseignement de langues à faible diffusion. À l'initiative du SNES-FSU, des réunions d'informations ont été organisées localement. Prochaine étape : **montrons clairement notre refus de cette réforme en étant massivement en grève le 12 novembre !**



### *Le plan d'action du SNES-FSU :*

- **Poursuivre les heures d'informations syndicales** pour analyser les annonces gouvernementales et organiser les actions ;
- **Lundi 12 novembre** : dans le cadre d'une large intersyndicale éducation, les syndicats de la FSU appellent à la grève pour dénoncer les mesures gouvernementales (suppressions de postes, réforme du lycée) et exiger une autre politique éducative.

**A Strasbourg : Manifestation - RDV place Kléber à 14h**

**A Mulhouse : AG des personnels sur la réforme du Lycée - 8h30 - local de la FSU ( 19 bd Wallach)**

**+ Manifestation - RDV place de la Bourse à 10h**

# Postes, lycées, salaires, retraites En grève le 12 novembre !

## Effectifs : toujours plus d'élèves par classe

Même si Jean-Michel Blanquer annonce que le taux d'encadrement des élèves ne sera pas dégradé par les suppressions de poste, les faits sont têtus. Le nombre de classes chargées ne cesse d'augmenter. 35 élèves par classe, c'est en lycée une norme assumée par l'administration. En collège, il n'est plus rare de voir des classes atteindre les 30 élèves alors qu'en Education Prioritaire, le seuil de 24 est parfois dépassé. Et dans des classes déjà chargées, l'inclusion des élèves d'ULIS ou d'UPE2A se fait souvent en surnuméraire.

Dans le même temps, les heures de marge ne permettent plus autant de dédoublements qu'avant et ce sont alors souvent les groupes de sciences ou de langues vivantes qui servent de variable d'ajustement.

La hausse des effectifs contribue à la dégradation de l'accompagnement des élèves et à l'augmentation de la charge de travail.

**Soyons nombreux à dire non aux suppressions de postes le lundi 12 novembre !**

## Des réponses inacceptables à la crise du recrutement et aux suppressions de postes

Alors que la session des concours 2018 n'a pas fait le plein, une fois de plus, les pistes envisagées par le ministère pour faire face à la crise de recrutement et pallier les suppressions de postes sont inacceptables :

- ◆ recours accru à des contractuels précaires ;
- ◆ possibilité d'imposer une 2e HSA (sous couvert de défense du pouvoir d'achat, nouvel avatar du « Travailler plus pour gagner plus ») ;
- ◆ Possibilité pour les AED engagés dans la préparation des concours d'enseignement de se voir confier « *des fonctions pédagogiques et d'enseignement ou des fonctions d'éducation* », ce qui revient à mettre des étudiants en responsabilité de classe sans véritable formation.

Au contraire, le SNES-FSU continue **de revendiquer une vraie revalorisation des salaires par le dégel du point d'indice et la suppression de la journée de carence et une entrée dans le métier qui permette réellement l'apprentissage de la profession.**

## Mais aussi....

- **La fusion des académies** : Cet été le gouvernement a annoncé vouloir mettre en place d'ici 2020 la fusion des académies, pour les mettre à l'image des nouvelles régions. Ce qui, pour le Grand Est, équivaldrait à un territoire équivalent à celui de la Belgique. Or l'expérience de telles fusions dans d'autres fonctions publiques montre qu'elles ont entraîné une dégradation des conditions de gestion et de travail des personnels. Dans l'éducation, nous pouvons craindre une extension des zones de remplacement, une réorganisation des Espé à l'échelle de la grande académie. Pour le SNES-FSU, l'éducation et la gestion de l'éducation doivent rester à taille humaine.

- **La réforme de l'Éducation prioritaire** : Y aura-t-il encore une carte de l'Éducation prioritaire et des moyens supplémentaires alloués en fonction des besoins des établissements ? Rien n'est moins sûr puisque Jean-Michel Blanquer semble privilégier une contractualisation des moyens en fonction d'objectifs. C'est d'ailleurs le sens de la proposition du ministre d'adosser une part de l'indemnité REP+ aux progrès des élèves .



29 > 06  
NOV DÉC

**Votez !**



POUR AGIR ENSEMBLE